

S O M M A I R E

- I - Résolution pour le C.C. Elargi
- II - A propos d'un journal de masse
- III - A propos du conflit dans l'organisation
- IV - Le Congrès du C.N.M.
- V - La fête de la Vérité

POUR LE COMITE CENTRAL ELARGI DES 11 ET 12 JANVIER 1936RESOLUTION SUR LA CONSTRUCTION DU PARTI
REVOLUTIONNAIRE EN FRANCE

I) La dernière période a été marquée par une aggravation de la situation en France par rapport à l'évolution de la crise dans le monde.

- Situation économique empirée
- Situation financière précaire; la politique de déflation est à sa limite, une politique d'inflation est en perspective.
- Les rapports internationaux se sont tendus. Une politique de balancement est de moins en moins possible; le capitalisme français doit choisir entre l'alliance avec l'Allemagne ou l'U.R.S.S. avant le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale.

Au point de vue de la lutte entre la révolution mondiale et la contre-révolution mondiale, c'est en France que se trouve à l'heure actuelle la clef de la situation. Les premiers combats de la guerre civile se sont engagés à Brest, Toulon, des escarmouches plus ou moins violentes à Limoges, Villepinte, etc..

□ □ □

2) - Le régime bonapartiste s'est accentué (décrets-lois). L'agonie de la démocratie se traduit essentiellement par la désagrégation du parti radical, désagrégation momentanément freinée par la politique du Front populaire. Cette politique du P.S. et du P.C. consiste à mettre les masses travailleuses et petites bourgeoises à la remorque de la fraction de la bourgeoisie qui dirige le parti radical.

Cette politique du front populaire qui vise essentiellement à la préparation de l'Union sacrée pour une guerre contre l'Allemagne hitlérienne escompte d'autre part que la bourgeoisie ne recourra pas au fascisme s'il n'y a pas de danger révolutionnaire.

Or, les nécessités de la situation économique et politique poussent la grande bourgeoisie à développer davantage les formations fascistes; la "réconciliation" du 6 décembre est utilisée par le reflux momentané qu'elle provoque dans les masses ouvrières, pour transformer son organisation fasciste la plus importante, les Croix de feu, d'une formation à caractère uniquement militaire en une organisation à caractère politique pour la conquête de larges masses combinant cette action politique avec l'action militaire de ses "dispos" et créer les conditions qui rendraient "populaire" un coup d'Etat.

□ □ □

3) Aux besoins des masses, à leurs aspirations de modifier leur sort, le P.C. et le P.S. n'ont répondu depuis deux ans que par des combinaisons d'organisation variables (unité d'action, unité syndicale, front populaire) utilisant les illusions ainsi momentanément créées pour se dérober à l'action de classe. Au fur et à mesure de l'aggravation de la situation, ces combinaisons se sont usées

aux yeux des masses. La grande illusion qui subsiste encore est celle de l'unité organique que le P.C. et le P.S. préparent vraisemblablement pour le lendemain des élections législatives de mai 1936. Cette unité ne se réalisera pas sans âpres conflits entre les appareils des deux partis. Cette période doit permettre aux B.L. de dénoncer le caractère sans principe de cette unité prélude de l'Union Sacrée.

Par suite de la contradiction s'accusant chaque jour davantage entre l'orientation de capitulation d'une part, les antagonismes croissants des classes provoqués par la situation économique et politique poussant les masses à l'action; les directions du P.C. et du P.S. sont amenées à exercer une répression renforcée contre les éléments révolutionnaires, répression qui dans le P.S. commence d'abord par les exclusions massives et prononcées en violation même de la "légalité" du P.S. Cette action de répression des directions se combine et se couvre à gauche, avec la politique des éléments social-démocrates de gauche (Pivert par exemple) qui exploite la confusion sévissant encore dans la gauche pour semer les illusions sur la réforme du P.S. et du parti unifié, dérivant la volonté de combat en une lutte parlementaire dans le cadre des formations verrouillées.

En résumé:

La situation présente se caractérise par:

a) SITUATION PRE-REVOLUTIONNAIRE NE POUVANT SE TRANSFORMER EN SITUATION REVOLUTIONNAIRE QUE PAR L'ACTION DE L'AVANT-GARDE DU PARTI, SITUATION DOMINEE PAR L'IMMINENCE DE LA GUERRE MONDIALE.

b) REGROUPEMENT DANS LES MASSES SOUS LE COUP DE LA SITUATION PRESENTE: POSSIBILITE DE DECOLLEMENT DES PARTIS OFFICIELS.

et pose ainsi nos tâches:

LUTTE OUVERTE CONTRE TOUTES LES EQUIPES NATIONALES DONT LES PARTIS ACTUELS.

CREATION PARTOUT DES POSSIBILITES D'UNE LUTTE LARGE ET DIRECTE DES TRAVAILLEURS CONTRE LE CAPITAL AUX HEURES DE FLUX, PAR LES COMITES DE MASSE, AFIN DE DEBORDER LES ORGANISATIONS FREINS DE LA CLASSE OUVRIERE PAR L'ARMEMENT ET L'ORGANISATION DES CADRES DE L'ACTION ARMEE DES OUVRIERS.

2 2 2

2) LA FORMATION D'UN NOUVEAU PARTI REVOLUTIONNAIRE DEVIENT DANS CES CONDITIONS LA TACHE ESSENTIELLE A L'ORDRE DU JOUR DES BOLCHEVIKS-Leninistes.

Les éléments pour la formation de ce nouveau parti se trouvent actuellement dispersés dans le P.C. et le P.S., dans les divers groupements nés de la désagrégation du mouvement ouvrier et hors de tous ces groupements.

A cette fragmentation organisationnelle s'ajoute une hétérogénéité politique non moins considérable.

La tâche des B.L. est de rassembler, de souder politiquement et organisationnellement tous ces éléments aujourd'hui disparates. Ceci ne peut s'obtenir que par une lutte idéologique intense menée au cours d'une action commune sur un programme pour déterminer un mouvement de masses.

L'OSCILLATION A DROITE DES ELEMENTS CENTRISTES A L'HEURE PRESENTE, LEUR ROLE REACTIONNAIRE DANS LA CRISE DES PARTIS, ELOIGNE TOUTE POSSIBILITE IMMEDIATE DE LEUR DETACHEMENT MASSIF DES PARTIS EXISTANTS, POUR CES CENTRISTES LA VARIANTE D'UNE PLATEFORME MINIMA AVEC CES ELEMENTS POUR L'ACTION DE MASSE, d'UNE FORMATION TRANSITOIRE DE PARTI, OU LE G.B.L. COMME TENDANCE AURAIT LUTTE POUR UNE PLATEFORME MARXISTE SUR LA BASE DE L'EXPERIENCE COMMUNE NEST PAS AU MOMENT PRESENT A RETENIR.

Les B.L. passent de la phase de proclamation de la nécessité du nouveau parti
à la phase de proclamation de ce parti.

□ □ □

Le développement du parti révolutionnaire en France résultera non seulement de la lutte idéologique des B.L. sur une plateforme marxiste mais aussi de leur capacité à organiser des actions qui ouvriront aux grandes masses la perspective du combat que les directions bureaucratiques n'ont cessé d'obstruer.

4) La lutte idéologique intense, la création du nouveau parti révolutionnaire exige l'existence d'une tendance BL agissant avec une cohésion extrême, développant infatigablement dans la presse, par brochures, par cours, etc., les 14 points de sa plateforme et avant tout la nécessité de la 4^e Internationale.

Dans ce but, le GBL décide : organe théorique
brochures
cours
préparation du programme du parti

□ □ □

5) Pour rassembler immédiatement les éléments hétérogènes pour agir et en vue de former le nouveau parti révolutionnaire, s'inspirant des exemples fournis par le mouvement ouvrier lui-même, les B.L. décident d'oeuvrer immédiatement à la création de groupes d'action révolutionnaires.

Les G.A.R. (que les B.L. ne peuvent considérer que comme une étape provisoire et épisodique de l'action locale vers le nouveau parti) rassemblent ceux qui sont partisans de défendre dans et hors des organisations le programme suivant (Voir la Commune n° 2)

Le critère principal d'adhésion des GAR est la propagande et l'action des masses sur ce programme en dépit des règles et disciplines bureaucratiques des partis socialiste et communiste.

Dans les G.A.R. les B.L. agissent en fraction cohérente cherchant à développer d'une part l'initiative de la base, d'autre part à gagner promptement les membres des G.A.R. à la plateforme bolchévik-léniniste.

Encore une fois, il ne saurait y avoir un problème des G.A.R. mais le problème du parti dont les G.A.R. sont un moyen de constitution pour détacher des couches plus larges des organisations officielles.

La période des G. A. R. doit être de courte durée, menant rapidement à la création du parti.

6) Les B.-L. chargent une commission composée de :

pour suivre pas à pas sous le contrôle du C. C. le travail et le développement des G. A. R. Les tâches B.-L. dans les G. A. R. seront précisées en détail dans une résolution spéciale.

La presse théorique du G. B. L., sous forme de revue bi-mensuelle "La Vérité", doit paraître régulièrement et être sérieusement étudiée.

L'organe d'action et de combat du G. B. L. sera "la Commune", sous le contrôle complet du G. B. L., lequel associera aux responsabilités l'Entente des Jeunesses de la Seine, les G. A. R., et les minorités révolutionnaires., cet organe de rassemblement devant devenir l'organe du nouveau parti et de la 4^e Internationale.

LE G. B. L. SE FIXE COMME OBJECTIF LA TENUE A BREF DELAI D'UN CONGRES COMMUN AUX J. S. R., G. B. L., G. A. R., minorités évoluant sur les positions de la "l'utte pour la IV^e" pour constituer le parti nationalement et le proclamer.

Le G. B. L. étudiera immédiatement les mesures concrètes pour la tenue de ce congrès.

3) OBSERVATIONS CONNEXES.

I) Sur le travail du G. B. L. dans la S. F. I. O.

Au moment où s'achève son activité légale dans le parti socialiste, le G. B. L., après examen des résultats et de la situation :

a) déclare que la décision prise à la 3^e conférence nationale de la Ligue communiste d'entrer dans le P. S. s'est vérifiée juste par l'expérience : le G. B. L. a pu se lier à des couches plus larges de travailleurs, les détourner du centrisme stalinien et les orienter vers lui.

b) estime que l'écho insuffisant des exclusions prononcées par le conseil national du P. S. est à attribuer essentiellement à l'absence de politique claire et de perspectives du G. B. L. depuis le congrès S. F. I. O. de Mulhouse.

c) décide que dans les conditions ainsi créées, les membres du G. B. L. non exclus de la S. F. I. O. ne devront pas se livrer à une sortie sans efficacité mais devront dans la plupart des cas constituer des G. A. R. qui agiront dans les masses par-dessus la discipline formelle des partis, de sorte que les mesures d'exclusion que les appareils prononceront, frapperont une base plus large que le G. B. L., base qui sera unie par l'action.

II) Sur le travail du G. B. L. dans la J. S.

1) Le G. B. L. enregistre le développement de ses conceptions dans les J. S. de la Seine et affirme sa solidarité la plus complète envers cette organisation dans sa lutte pour une politique révolutionnaire. Le G. B. L. mènera campagne dans la J. S. de la Seine pour qu'elle signe la lettre pour la IV^e Internationale.

2) Le G. B. L. constate que le développement politique des J. S. de la Seine est très en avance sur la capacité de celles-ci à porter leurs conceptions dans la jeunesse ouvrière.

La lutte de tendances fortement poussée a entraîné une différence considérable entre le niveau de la J. S. de la Seine et celui de la Jeunesse ouvrière en général. La J. S. de la Seine (tout comme le G. B. L. dans ces derniers mois et précisément parce que celui-ci n'a pas montré la voie à la J. S.) ne sait pas encore comment transporter le fruit de son développement politique dans la masse des jeunes travailleurs.

3) La persistance d'un tel état de choses présenterait de graves dangers pour le développement de l'Entente de la Seine comme organisation de masse de la jeunesse révolutionnaire et par suite pour la formation du nouveau parti révolutionnaire. Ces dangers sont d'autant plus grands que le P. C. opère, dans le travail parmi les jeunes, un tournant susceptible d'organiser de larges couches pour les mieux mener à l'union sacrée.

4) Le G. B. L. considère qu'une faute opportuniste particulièrement criminelle consisterait à remplacer le travail B. L. à effectuer dans la J. S. tout comme dans les G. A. R. par la fusion de celle-ci au G. B. L. pour proclamer le nouveau parti. Une telle opération présente le triple danger suivant :

a) diminuer le niveau donc la force politique du G. B. L.;

b) orienter unilatéralement le travail des membres de l'Entente sur une base de fraction politique et laisser le champ libre du travail de masses dans la jeunesse ouvrière aux réformistes et centristes;

c) surtout par une proclamation prématurée eu égard aux forces réelles, et par suite nuire à l'idée de nouveau parti révolutionnaire et par suite retarder la formation réelle du parti.

5) Le G. B. L. charge les camarades

d'élaborer les éléments d'un programme pour la jeunesse et d'orienter le travail des G.A.R. et des sections de J.S. en direction de la jeunesse sur la base de ce programme.

A PROPOS D'UN JOURNAL DE MASSES

Depuis le début du conflit, nous n'avons jamais porté le débat sur un autre terrain que celui de la nécessité de maintenir l'unité du G.B.L. en confrontant les points de vue. Nous n'avons reçu en échange que des exclusions et des épithètes qui veulent être bien senties.

Nous étions des centristes et des désorganisateur.

Eh bien! qu'on regarde le dernier n° de Révolution fait par nos néos B.L. après interruption de 15 jours pour les fêtes. Nous relèverons deux points et cela suffira:

1°) le titre comporte après administration et rédaction, deux points et un vaste blanc. Est-ce de la faute aux "désorganisateur" de la Commune.

2° - Sur les 4 pages du journal de masse de l'Entente et des néo-bl on a oublié de dire, après les documents publiés dans la Vérité, un mot pour les B.L. de l'U.R.S.S.

A la dernière séance régulière du C.C. nous avons dû incidemment défendre que le Bulletin russe était l'organe d'une fraction importante contre ceux qui disaient que c'était la revue d'un seul camarade. Y a-t-il un lien entre cette erreur et cet oubli?

A PROPOS DU CONFLIT QUI EXISTE DANS L'ORGANISATION.

Je pense que pour résoudre au mieux des intérêts de l'organisation le conflit qui y existe présentement, nous devons bannir irrémédiablement de nos discussions toutes questions de personnalités pour se limiter à un examen sérieux de la question politique qui se pose, à savoir la constitution de la 4^e Internationale.

Si j'ai donné mon approbation à la plate forme qui est défendue dans la Commune, c'est que je crois que la formation de groupes d'action révolutionnaire constituait sur un programme minimum qui comprend les points et les mots d'ordre essentiels de l'heure présente, nous permettra mieux de grouper autour de ces comités une plus large masse de travailleurs qui seront dans l'obligation de reconnaître la justesse de nos conceptions politiques et qui au travers de l'action journalière pourront facilement tirer la déduction devant l'impuissance des deux grands partis prolétariens, qu'une 4^e Internationale est plus que jamais nécessaire, car il serait tout à fait superflu de croire que nous pourrions fonder une nouvelle Internationale avec des gens d'accord à 100 % avec les positions b.l., mais nous devons nécessairement faire alliance avec des éléments qui, s'ils sont d'accord avec le mot d'ordre de la constitution d'une nouvelle internationale, n'en sont pas moins hostiles à certains points de la plate forme du G.B.L. et n'est seulement au cours de l'action journalière que la sélection se fera et que la justesse de nos conceptions se fera sentir avec une force accrue.

Les copains qui sont contre la constitution des groupes d'action révolutionnaire reprochent leur absence de programme ou s'il en possède un, si minime soit-il, d'être entièrement basé sur le confusionnisme. Je ne vois pas du tout où le programme minimum sur lequel nous avons formé nos comités est confus. Est-ce que mes mots d'ordre qui ont été publiés dans le premier numéro de la Commune qui ne sont pas des mots d'ordre qui s'apparentent aux positions défendues depuis longtemps par les B.L. On nous reproche encore de faire abstraction dans notre programme de certains mots d'ordre essentiels.

Mais, camarades, vos comités de défense de Révolution ~~sur~~ ^{sur} quelles bases vont-ils être constitués? Je sais qu'on me répondra que ce journal reflète exactement les positions fondamentales du G.B.L., je ne le pense pas, et il

est plus/^{que}sûr, que dans ces comités, vous serez dans l'obligation également de lutter pour le triomphe de vos idées. Par conséquent, je ne puis admettre que l'on critique une action faite par certains camarades alors que vous-mêmes en faites autant.

D'autre part, il faut bien dire que dans le conflit actuel, la majorité emploie des méthodes qui s'apparentent de très près à celles qui sont employées par les bureaucrates socialistes et communistes pour empêcher la voix des révolutionnaires de se faire entendre, on prend des sanctions contre des camarades (exclusion de 9 membres du C. C.) fautifs d'être solidaires de la politique défendue dans "La Commune", alors que la majorité du C. C. et du B. P. a refusé systématiquement de convoquer le C. C. élargi où la majorité de l'organisation se serait prononcée et où les camarades qui auraient été battus se seraient certainement pliés à la majorité de l'organisation, est-ce là la démocratie que beaucoup de copains de la majorité clament à tous les vents, non, c'est tout simplement un état d'esprit de conservation qui pousse des dirigeants d'une organisation ayant peur de perdre le contrôle et la direction qui les met dans l'obligation de pratiquer une telle politique imbue de stalinisme.

Je voudrais pour terminer protester vigoureusement contre les insinuations qui sont lancées par la majorité de l'organisation par la plume du camarade Rous, quand il écrit que Molinier est un aventurier, est-ce que l'on peut accepter de tels arguments qui n'ont rien de politique, même si c'était vrai. Est-ce que des camarades comme Gérard et Naville qui luttent depuis des années avec Molinier s'aperçoivent seulement maintenant que Molinier est un aventurier, alors que depuis des années, on lui a confié des postes de responsables de l'organisation où/^{entre}autres tâches, il a été le représentant du groupe français au plénum, non vraiment aucun camarade ne peut prendre au sérieux de tels arguments.

Je pense enfin que la convocation du C. C. élargi s'impose plus que jamais car il est plus que jamais nécessaire de clarifier les positions politiques de part et d'autre auxquelles j'ai essayé pour ma part tout à fait impartialement d'apporter ma contribution, car je pense que la reculade du C. C. élargi du 12 janvier était bien combinée, cela permettra seulement aux camarades de la majorité de délibérer sans la participation des camarades de "La Commune" dont l'exclusion a été prononcée sans que l'un d'entre eux n'ait été convoqué pour se défendre. Donc pour mon compte personnel je considère ces exclusions comme arbitraires et non valables parce que aucun groupe de province n'a été saisi de ces exclusions, donc décision qui a été prise sans poser la question de la ratification de l'organisation toute entière, et je me déclare solidaire de l'action des camarades exclus et je continuerai à Lille, ce travail qui a déjà été entrepris pour une plus large diffusion des conceptions défendues dans "La Commune".

(Lille)

P. S. - Je voudrais d'autre part apporter une rectification au sujet d'un entrefilet paru dans le bulletin intérieur n° 10 au sujet d'une réunion qui a eu lieu à Lille le 16 décembre qui déclare que le groupe de Lille a ~~xx~~ voté l'exclusion de Molinier, c'est tout à fait inexact, nous nous sommes prononcés sur le côté politique de la question et la motion Gérard a été acceptée par 5 voix contre 2, et 4 camarades absents.

-o-o-o-o-o-o-o-o-

Tout l'opuscule était dirigé contre le G. B. L.

Il y avait aussi deux flics. Pour qu'ils ne prennent pas froid, on les invita à entrer dans le hall mais lorsque les vendeurs de "la Commune" voulurent vendre "la Commune" à l'entr'acte, un camarade chargé du service d'ordre vint les en empêcher. Un imbécile, sous prétexte qu'il était chômeur, vint demander un numéro et le déchira (Verdier), recommandant à ceux qui se rendaient aux water de prendre "la Commune".

Bien entendu, nous n'avons pas cédé et sur ce plan, nous ne céderons jamais. [redacted] et [redacted] ont été publiquement désavoués par [redacted].

Nous n'avons pas d'autre leçon à tirer de cet incident si ce n'est que des mesures erronées ne peuvent jamais trouver leur application sans heurt. Ce fut le cas.

---:---:---:---:---:---:---

AU SECRETARIAT INTERNATIONAL DE LA LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

Chers camarades,

Nous avons été exclus du G. B. L. par cinq voix contre quatre à une réunion du comité central où nous n'avons pas été convoqués. La plupart d'entre nous ont participé aux premières luttes de l'Opposition communiste de gauche. Aucun d'entre nous n'a avec l'organisation internationale de divergences de principe qui, seules, justifieraient une scission.

Les méthodes bureaucratiques employées contre nous sont explicables par la confusion politique régnant actuellement mais nous ne saurions les excuser; et elles ne sauraient justifier pour nous l'existence et la constitution d'un autre groupe bolchevik-léniniste. Cette constitution serait un handicap terrible pour la construction rapide du nouveau parti.

Notre organisation internationale est intervenue dans le conflit français à l'aveuglette mais notre désaccord avec elle n'est également pas pour nous, à aucun titre, ni à aucun moment, une raison de rupture avec l'organisation internationale.

Nous le répétons à nouveau; comme au premier jour, nous voulons une fin rapide à la crise actuelle, une solution politique commune, une solution d'organisation commune.

Certains d'entre nous ~~xx~~ avaient été chargés il y a un mois de constituer des C.A.R. Plusieurs sont maintenant édifiés. Nous apportons à ce jour la possibilité d'une base de près de cinq cents membres adultes, ce qui constituerait un apport précieux pour ne pas dire décisif pour la constitution du nouveau parti.

Examinez, camarades, sérieusement ces questions. Sachez qu'il n'y a eu pour nous dans notre activité aucune espèce de sentiment de manoeuvre, mais la volonté de faire progresser notre organisation et qu'en renouvelant notre proposition, nous sommes avant tout animés par un profond attachement à la L.C.I.

Le S.I. n'a eu aucun débat avec nous avant que les exclusions soient prononcées. Nous lui demandons donc de ne pas ratifier une scission mais de convoquer les exclus, de les entendre au plus tôt sur la situation afin de pouvoir résoudre le conflit rapidement et correctement.

Signé : [redacted] re. [redacted] - De [redacted]

[redacted] [redacted] [redacted] [redacted] [redacted]

Membres du CC du G.B.L.
